

Union Syndicale

UNSA

Finances Publiques



CTL Emplois 2017 - Déclaration liminaire

En cette période propice aux vœux, nos formons celui d'une administration dynamique, capable d'apporter à ses administrés des réponses à leurs légitimes questionnements, et d'assurer le service public de qualité et de proximité auquel tout être humain vivant sur le territoire national à droit.

Quel vent va donc emporter notre souhait jusqu'à la capitale pour qu'il soit entendu de nos instances décisionnelles ?

Rien qu'un léger zéphyr sans doute ! Qui perdra chemin faisant l'essence même du vœu déjà formé les années précédentes.

M le Président,

Pour 2017, moins 27 emplois en Isère (même nombre que 2016)

142 suppressions sur les 5 dernières années

Nous rejetons cette politique de suppressions d'emplois, inefficace sur bien des points.

En effet, depuis de très nombreuses années nos gouvernements ont justifié ces suppressions d'emplois par la nécessité d'une réduction du déficit national. Aujourd'hui, force est de constater que malgré ces coupes annuelles dans les effectifs, ce déficit reste abyssal et ne fait que croître. Ce choix d'économie budgétaire a induit pour notre ministère bon nombre de restructurations nationales amenant ainsi moins de maillage territorial. Pour les autres administrations publiques, quelques exemples : un service postal en pointillés, moins de mairies et moins d'écoles dans nos belles campagnes. Les avancées technologiques ne résolvent pas tout. Un service public sans structure d'accueil est un service qui s'écarte de toute une marge de population au profit de celle vivant dans des zones mieux urbanisées.

Cette désertification du service public dans le paysage rural est catastrophique, créant ainsi de nombreux bassins de vie privés d'emplois.

Nous en avons assez, aussi, de constater que les nombreuses décisions prises par notre Direction Générale ne sont pas toujours bien finalisées et ne permettent plus d'asseoir de solides bases dans nos métiers. Les bonnes statistiques annuelles cachent la sombre réalité d'un travail journalier effectué dans ces conditions déplorables par manque de temps et souvent sans considération humaine. Ceci nuit gravement et à la santé physique et morale de l'ensemble des agents. Nous attirons votre attention sur la forte démotivation de tous, dans un climat de tension permanente souvent proche de burn-out à tendance parfois suicidaire pour les plus vulnérables d'entre nous.

Que penser également du temps que nous passons dans ces instances dites "de concertation" où votre carte du prétendu "dialogue social" se limite à nous entendre sans pouvoir, parfois, accéder à nos légitimes demandes. Pour preuve s'il en est, ce C.T Emplois qui se tient après la date de mise

en application des mesures annoncées. À ne plus pouvoir inter-agir, le rôle de l'organisation syndicale devient alors inutile et improductif pour nos services.

Pour l'union syndicale UNSA-CFTC et CFDT Finances Publiques Isère les économies sont à réaliser dans d'autres domaines que celui de la Fonction Publique qui rappelons-le est chargée d'assurer, pour l'État, la pérennité institutionnelle française.